

Tandis que les régimes tentent de contenir la dissidence, la cause palestinienne révèle la capacité permanente de la société civile à unifier des groupes divers et à galvaniser l'action collective.

Anwar Mhajne, professeure agrégée de Sciences politiques au Stonehill College.

DES ESPACES CRITIQUES, MAIS CONTROVERSÉS

Le binôme société civile décrit l'arène dans laquelle les individus et les groupes se battent pour des idées et des valeurs et s'organisent pour contester ou renforcer le pouvoir de l'État. La société civile joue un rôle crucial dans la démocratisation, en particulier dans les régions autoritaires. Au cours des années quatre-vingt-dix, les donateurs et les institutions internationales considéraient les organisations de la société civile (OSC) comme des vecteurs de transformation démocratique dans les pays du Sud Global. Cependant, la trajectoire de la société civile dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) complique bon nombre de ces hypothèses. Les conceptualisations de la société civile, son fonctionnement sous des régimes autoritaires et la résurgence de la dissidence populaire – en particulier en réponse à la guerre de Gaza – mettent en évidence les limites de la cooptation par l'État et le potentiel durable de la mobilisation décentralisée.

Dans les années quatre-vingt-dix, les académiciens ont reconnu que la société civile était un catalyseur de la démocratisation dans les régions en développement, ce qui a conduit les donateurs internationaux à promouvoir la croissance des OSC. La société civile influence considérablement la politique et la dynamique du pouvoir. Ghannouchi (1999) affirme que le pouvoir n'est pas l'apanage de l'État, mais que la société civile l'exerce également. Nepstad (2013) souligne que les opposants de la société civile peuvent affaiblir la loyauté des forces de sécurité vis-à-vis de l'État en augmentant le coût politique des attaques. Ils y parviennent en faisant connaître les réponses oppressives de l'État au

niveau mondial, en soulignant l'immoralité d'attaquer des manifestants non armés et en mettant en évidence le coût personnel que représente pour les forces de sécurité le maintien de leur loyauté envers le régime. Par exemple, Nepstad (2013) soutient que si un régime sous-estime ses troupes, les activistes pourraient exposer les avantages de la désertion ou offrir un refuge contre les représailles.

Certaines recherches suggèrent que la préexistence de la société civile peut faciliter la démocratisation. Les donateurs internationaux ont donc investi de l'argent et des ressources pour soutenir les OSC, en particulier dans la région MENA. En conséquence, des entités telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le PNUD ont assorti l'aide au développement de conditions visant à encourager la collaboration entre les gouvernements et les ONG. Cette approche a considérablement augmenté le nombre d'acteurs de la société civile dans les pays en développement et dans la région MENA. Par exemple, après l'invasion de l'Irak en 2003, les États-Unis ont alloué des fonds importants pour soutenir la démocratie de base par le biais du financement des OSC. Cependant, 20 ans plus tard, l'expansion des OSC dans les régimes autoritaires ne s'est pas traduite par de meilleures perspectives de démocratisation. Il y a eu peu de progrès vers la réforme ou la démocratisation. Au contraire, les structures de pouvoir existantes se sont consolidées. Alors que certains groupes, notamment au Liban et au Maroc, ont profité des libertés disponibles pour promouvoir le changement social, d'autres, comme en Égypte et en Tunisie,



Manifestation pro-palestinienne. Amman, le 7 février 2025./
JORDAN PIX/GETTY IMAGES

sont confrontés à une répression sévère. Si une participation non conventionnelle a vu le jour, elle reste fragmentée et faible, et ne présente pas une identité unifiée. Les mouvements qui se sont révélés essentiels lors des soulèvements arabes ont eu du mal à promouvoir des processus démocratiques durables, notamment parce que les jeunes activistes sont victimes de harcèlement et d'intimidation de la part des forces de sécurité de l'État.

Le développement historique de la société civile dans la région MENA a divergé de celui de nombreuses autres régions, souvent en raison d'initiatives gouvernementales visant une démocratisation contrôlée plutôt qu'une mobilisation populaire. Alors que les académiciens attendent de la société civile qu'elle promeuve les réformes démocratiques et le bien-être, elle devient souvent un prolongement du régime autoritaire. Ces régimes limitent l'autonomie des acteurs de la société civile, ce qui les rend dépendants et inefficaces pour promouvoir des changements substantiels. Les différents types de gouvernance donnent lieu à différents niveaux de participation non conventionnelle et de dissidence, en particulier parmi les jeunes, qui jouent un rôle clé dans la dynamique entre l'État et la société. Les régimes adoptent souvent une stratégie corporatiste, en cooptant les acteurs de la société civile, ou une stratégie excluante, en les marginalisant. En outre, l'espace de la société civile dans la région comprend des récits concurrents, tels que des perspectives islamistes, laïques-libérales, nationalistes et gauchistes (Hardig 2015), reflétant les profondes divisions idéologiques au sein de ces sociétés (Bellin 1994). Cette situation illustre une tension fondamentale dans les sociétés civiles de la région MENA : elles opèrent dans un espace politique limité dans lequel la cooptation par l'État, la fragmentation idéologique et le calcul stratégique déterminent la portée et l'impact de l'activisme.

GROUPES ET DYNAMIQUES DE PARTICIPATION CITOYENNE

Les chercheurs doivent également tenir compte de la complexité des groupes de la société civile. Selon Sika (2018), la région compte trois groupes principaux d'acteurs de la société civile. Le premier groupe comprend des réseaux informels d'étudiants universitaires, des campagnes menées par des jeunes et des personnes sans emploi. Cette participation « non conventionnelle » consiste en des mouvements non organisés qui reflètent les sentiments quotidiens et des mouvements de protestation menés par des activistes indépendants. Le deuxième groupe est constitué d'ONG, y compris d'organisations communautaires et confessionnelles. La troisième catégorie comprend les organisations politiques, en particulier les partis opérant dans le cadre de l'État, tels que les partis d'opposition au Maroc, qui occupent des fonctions publiques mais n'ont pas de pouvoir réel. Il est essentiel de comprendre ces groupes pour saisir la dynamique de la participation citoyenne et des protestations dans la région, en particulier parmi les jeunes, qui préfèrent de plus en plus les formes informelles de participation. Alors que le premier groupe introduit de nouvelles formes de participation citoyenne, le deuxième et le troisième sont souvent façonnés par l'influence de l'État et soutenus pour aider à résoudre les inégalités sociales, généralement par la fourniture de services sociaux et la promotion de programmes socio-économiques.

La société civile est un espace politique essentiel, bien que controversé, capable de défier le pouvoir de l'État et de promouvoir le changement social en dépit de l'influence significative de l'État et de son efficacité variable selon le contexte. La société civile peut ne pas conduire directement à la démocratisation. Cependant, elle est nécessaire pour faire pression sur les États afin qu'ils fassent des concessions sur les questions sociales et fournissent les services nécessaires. Comme le note Shaw (1994), « les frontières entre la société civile et l'État sont constamment négociées dans la pratique, comme conséquence de la lutte sociale, culturelle et politique ».

Hardig (2015), en se basant sur le concept d'hégémonie culturelle de Gramsci (1971) affirme que, plutôt que de considérer la société civile comme une communauté fixe, il est plus juste de la comprendre comme un espace de conflit dans lequel l'État affirme son hégémonie culturelle et dans lequel les groupes d'opposition se mobilisent pour remettre en cause la légitimité du régime. La région MENA est un exemple de ce cadre théorique. Ses sociétés civiles légitiment et réfutent à la fois les institutions étatiques. En Égypte, par exemple, les acteurs islamistes ont participé aux structures officielles du gouvernement tout en travaillant intensivement dans la société civile, utilisant les deux espaces pour promouvoir leurs programmes sociopolitiques. Même dans les contextes autoritaires, la société civile conserve le potentiel de contester le pouvoir, en particulier lorsqu'elle se mobilise autour de causes morales transnationales telles que la souffrance palestinienne, que les régimes ont du mal à délégitimer ou à ignorer complètement.

LA CAUSE PALESTINIENNE EN TANT QUE MOTEUR DE MOBILISATION

La cause palestinienne occupe une position unique au sein de la société civile de la région MENA. Si la plupart des régimes expriment publiquement leur soutien aux droits des Palestiniens, ils craignent en même temps que les manifestations de solidarité avec Gaza ne se transforment en critiques plus amples de la gouvernance nationale. L'activisme de la société civile autour de la Palestine est donc toléré et strictement contrôlé. Les régimes ne peuvent souvent pas réprimer complètement ces manifestations en raison de leur large soutien populaire et de leur résonance symbolique. Cependant, ils craignent que cet activisme ne déborde sur des demandes de réformes démocratiques, de justice économique ou de changement de régime. Dana El Kurd soutient que la lutte palestinienne est la « porte d'entrée vers la dissidence », même dans les conditions les plus oppressives. Ainsi, la répression et l'espace de mobilisation fluctuent d'un pays à l'autre et d'une question à l'autre. Par exemple, si l'Algérie et la Jordanie ont autorisé certaines formes de mobilisation pro-palestinienne, elles ont également réprimé les activités lorsque ces mouvements menaçaient de raviver le mécontentement interne latent et la dissidence.

Depuis le début de l'offensive israélienne à Gaza en réponse à l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, des manifestations de soutien aux Palestiniens ont éclaté dans plusieurs pays arabes, dont la Jordanie, le Maroc, la Tunisie, le Koweït, le Bahreïn et l'Égypte. Ces manifestations ont exprimé leur indignation face au bombardement israélien de Gaza qui, en date de mai 2025, a tué plus de 55 000 personnes, dont plus de 14 500 enfants, et a sévèrement limité l'aide humanitaire. Les manifestants ont également condamné leurs gouvernements pour leurs réponses inadéquates et critiqué les accords de normalisation avec Israël dans des pays tels que le Bahreïn, le Maroc et les Émirats arabes unis.

Ces manifestations ont également intensifié le sentiment anti-américain dans toute la région en raison du soutien de États-Unis indéfectible aux actions militaires d'Israël. En Irak, par exemple, le financement américain

depuis 2003 a joué un rôle clé dans la reconstruction des réseaux de la société civile réprimés sous le régime baassiste. Selon Hadad, le mouvement de protestation irakien d'octobre 2019, qui a été déclenché par la revitalisation de la société civile, a conduit à d'importantes réformes, notamment la démission du premier ministre et l'adoption d'une nouvelle loi électorale. Cependant, la guerre à Gaza a ébranlé le sentiment pro-américain parmi les jeunes Irakiens, dont beaucoup remettent en question la crédibilité des États-Unis en matière de droits de l'Homme et de démocratie. Cette désillusion croissante, associée à la montée des tensions entre Washington et les factions armées en Irak, laisse présager une rupture potentielle des relations entre les activistes, l'État et les donateurs. Les citoyens MENA sont de plus en plus conscients de la réponse (ou de l'absence de réponse) des États-Unis à la dévastation de Gaza et à la crise humanitaire qui s'ensuit. Le comportement des États-Unis met en évidence l'hypocrisie de la rhétorique occidentale en matière de droits de l'Homme, qui est appliquée de manière sélective et marginalise souvent les expériences vécues par les Palestiniens, les musulmans et les Arabes.

LA RÉACTION DES RÉGIMES

Les pays réagissent différemment aux manifestations. Les autocraties arabes ont tendance à ne pas tolérer la dissidence, et l'activisme lié à la cause palestinienne est particulièrement délicat. Depuis des décennies, les activistes arabes associent la lutte pour la justice palestinienne à leur lutte pour les droits et les libertés, considérant Israël comme un symbole des forces autoritaires qui entravent le progrès de leurs sociétés. De nombreux gouvernements arabes trouvent ce lien alarmant, conscients que l'activisme pourrait rapidement se retourner contre eux. En Algérie, par exemple, le régime affirme soutenir les Palestiniens, mais interdit en même temps les manifestations pro-palestiniennes. En avril 2025, les autorités ont empêché les manifestants d'Alger de défilier contre les actions israéliennes à Gaza, de peur que de telles manifestations ne ravivent les appels à la réforme politique dans un contexte de difficultés économiques, rappelant les manifestations du Hirk de 2019 qui ont conduit à la chute de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika.

Selon Amnistie internationale, le gouvernement jordanien a emprisonné quelques 1 500 activistes depuis le 7 octobre. En avril 2025, il a interdit les manifestations hebdomadaires en faveur de Gaza, affirmant que la décision avait été prise après que le gouvernement ait déjoué un complot terroriste. Schwedler souligne que l'organisation jordanienne concernant les questions des droits de l'Homme des Palestiniens présente des précédents historiques. Depuis la première Intifada en 1987, les manifestations contre les actions israéliennes ont suivi des schémas établis, notamment avec des rassemblements près de l'ambassade israélienne à Amman. De plus, l'organisation de lutte contre la normalisation a commencé après la signature du traité de paix entre la Jordanie et Israël en 1994. Depuis la seconde Intifada, les importantes actions militaires israéliennes en Cisjordanie et à Gaza ont provoqué des protestations à grande échelle dans toute la Jordanie, avec des milliers de participants.

Outre les protestations contre les actions militaires israéliennes, les activistes jordaniens ont ciblé les relations jordano-israéliennes par le biais de diverses initiatives. En 2014, une campagne s'est opposée à l'accord gazier entre la Jordanie et Israël, ralliant des soutiens sous le slogan « Le gaz de l'ennemi, c'est l'occupation ». Toutefois, malgré le soutien de certains membres du Parlement, le gouvernement jordanien a poursuivi l'accord, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Les manifestations contre la guerre à Gaza, bien qu'elles ne soient pas entièrement bien accueillies par le gouvernement jordanien, sont tolérées parce qu'elles coïncident avec l'opposition du régime à l'agression israélienne contre les Palestiniens. Le gouvernement a publiquement critiqué Israël, comme en témoignent l'expulsion de l'ambassadeur israélien et le retrait de l'ambassadeur jordanien en Israël. Cependant, ces actes symboliques de condamnation contrastent avec la poursuite des liens économiques et militaires de l'État avec Israël, que les activistes dénoncent comme étant hypocrites. Malgré cela, les dénonciations des fonctionnaires sont souvent accueillies avec enthousiasme par la population. Les tentatives d'escalade des manifestations se sont heurtées à une répression policière accrue. Par exemple, la police est intervenue pour contrecarrer les récentes tentatives des activistes de s'approcher de la frontière jordano-israélienne. Des affrontements majeurs ont également eu lieu entre des militants de gauche et des membres des Frères musulmans au sujet de l'inclusion de drapeaux de partis politiques dans les manifestations. Bien que celles-ci soient de grande ampleur, elles ne constituent pas une menace directe pour la monarchie hachémite, car la position du roi coïncide avec les sentiments des manifestants. Toutefois, la répression croissante de la dissidence et l'assignation à résidence prolongée du prince Hamzah suggèrent une inquiétude croissante au sein du gouvernement à l'égard de l'opposition politique.

En Égypte, des protestations ont éclaté peu après le bombardement intensif de Gaza par Israël en réponse à l'attaque du Hamas. Le gouvernement égyptien a immédiatement réprimé ces manifestations et arrêté certains participants, mais les protestations se sont poursuivies. En janvier 2025, des manifestations ont également eu lieu près de la frontière égyptienne avec Gaza pour protester contre le plan du président Donald Trump de déplacer les Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie. En mars, des manifestations ont été organisées devant la mosquée Al Siddiq du Caire en soutien à la Palestine et à Gaza, ainsi qu'en réponse à la proposition alternative d'Abdelfattah al Sissi pour la reconstruction de Gaza. Le gouvernement égyptien doit faire face à l'opinion publique hostile à la guerre à Gaza et contre les propositions et les déclarations des responsables israéliens et des États-Unis sur le déplacement des habitants de Gaza vers le territoire égyptien, tout en maintenant ses relations commerciales avec Israël. Alors que les pressions diplomatiques persistent, les échanges commerciaux entre l'Égypte et Israël sont passés de 2,64 milliards de dollars en 2023 à 3,2 milliards de dollars en 2024.

En Tunisie, une coalition de groupes de la société civile a annoncé le projet d'une « Caravane de la résistance », pour Gaza afin de défier le blocus israélien et

d'acheminer des produits de première nécessité dans le cadre d'une crise humanitaire grave et croissante. Les organisateurs, dont l'Union générale tunisienne du travail, soulignent que les protestations ne suffisent pas après deux années d'escalade de la violence et en appellent au devoir moral d'agir.

En outre, la normalisation des relations avec Israël montre le fossé entre les dirigeants arabes signataires des accords d'Abraham et leurs citoyens. Par exemple, lors de la Coupe du monde 2022 au Qatar, les drapeaux palestiniens et le soutien aux Palestiniens étaient évidents. Les Marocains se sont distingués par leur soutien public en tant qu'équipe et en tant que supporters, bien que le Maroc ait préalablement signé les accords.

D'autre part, la violence à Gaza met à l'épreuve les accords de normalisation entre les pays arabes du Golfe et Israël. Dans cette région, surtout depuis 2011 et après les accords d'Abraham, les campagnes de boycott des entreprises qui soutiennent Israël ou bénéficient de l'oppression palestinienne se sont multipliées, principalement sous l'impulsion des groupes anti-normalisation et du mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Le Bahreïn évolue dans un paysage politique complexe depuis le déclenchement de la guerre à Gaza. Il doit trouver un équilibre entre le mécontentement de l'opinion publique concernant l'impact du conflit sur les Palestiniens et la nécessité de maintenir ses relations avec Israël, un élément clé de ses liens avec les États-Unis, qui est essentiel pour contrer l'influence de l'Iran, en particulier en ce qui concerne sa population chiite et la stabilité de la monarchie sunnite. Les autorités de plusieurs États du Golfe, dont le Bahreïn, le Koweït, Oman et le Qatar, ont autorisé des manifestations limitées et contrôlées en faveur des Palestiniens et contre la guerre. Toutefois, des rapports font état d'une répression gouvernementale de la dissidence. Par exemple, selon Human Rights Watch, au cours des premiers mois de la guerre, le Bahreïn a encore plus réprimé certains manifestants et activistes pro-palestiniens. Malgré les efforts de l'État pour étouffer les activistes, les manifestations se poursuivent. Il convient de noter que, par rapport à d'autres États du Golfe tels que les EAU, le Bahreïn présente une société civile solide et que les manifestations de soutien aux Palestiniens ont précédé les accords d'Abraham.

La guerre de Gaza démontre que les régimes autoritaires de la région MENA ne peuvent pas complètement supprimer ou s'appropriier les acteurs de la société civile, en particulier lorsque la mobilisation se focalise sur des questions profondément symboliques et à forte charge morale telles que la Palestine. Ces protestations mettent en évidence la résilience et l'adaptabilité de la société civile en tant qu'espace politique critique, bien que controversé, capable de remettre en question les structures oppressives malgré d'intenses restrictions. Tandis que les régimes tentent de contenir la dissidence par des stratégies de cooptation et de répression, la cause palestinienne révèle la capacité permanente de la société civile à unifier des groupes divers et à galvaniser l'action collective. En fin de compte, l'activisme soutenu autour de Gaza souligne le potentiel unique de la Palestine à déclencher des demandes plus amples de démocratie, de droits de l'Homme et de justice dans toute la région./